



MOTION DE L'INTERSYNDICALE DES RETRAITES DES BOUCHES DU RHÔNE

A Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône,

Dans le cadre de la mobilisation unitaire nationale des retraités-es pour la défense du pouvoir d'achat de toutes les pensions avec l'exigence d'une augmentation immédiate de 100€, les organisations de retraités-es des Bouches du Rhône constatent que :

- ✓ La crise sanitaire, due à la pandémie de Covid-19, en est à son dixième mois sans que l'on puisse en prédire l'issue. Ses conséquences pour la santé, notamment des personnes les plus exposées, sont d'ores et déjà dramatiques. Ses conséquences sociales et économiques sont désormais violentes pour l'emploi, les perspectives d'emplois, les salaires et les conditions de vie pour les retraités. Le rôle du dialogue social et de la démocratie sociale comme sanitaire nous paraît essentiel.
- ✓ Le rapport Vachey, remis le 15 septembre, annonce de nouvelles mesures particulièrement régressives à l'encontre des retraité.es :
 - Nouvelle augmentation de la CSG pour les retraité.es dits « aisé.es »
 - Réduction du plafond de l'abattement de 10 % de l'impôt sur le revenu. Nombre de retraité.es seraient imposables et ne pourraient plus bénéficier de prestations pourtant indispensables, en particulier pour le maintien à domicile
 - Durcissement des critères d'attribution de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) alors que le reste à charge des personnes en perte d'autonomie est énorme.

Nous refusons de payer l'addition de la crise sanitaire alors qu'une minorité s'enrichit de plus en plus.

Nous demandons du pouvoir d'achat pour le plus grand nombre, la suppression de la hausse de la CSG, une réforme fiscale qui rétablit une réelle progressivité. Les besoins des retraité.es existent !

Depuis le début du confinement dû à la pandémie, la situation des retraité.es continue de se dégrader. L'augmentation du prix des fruits et légumes est en moyenne de 9 %, de 6 % pour les produits de consommation courante et de 12 % pour les fruits et légumes bio, du gaz... sans parler du coût du masque obligatoire pour sortir de chez soi.

Dans le même temps, le gouvernement rogne voire baisse les pensions. Entre le 1er janvier 2008 et le 31 décembre 2019, les prix ont augmenté de 12,93 %, le Smic a progressé de 20,05 % et les pensions nettes seulement de 8,60 %, avec la CSG à 8,3 % et la CASA.

Et, du fait de cette même situation, nous affirmons, quelles que soient nos analyses et positions sur le fond, que le gouvernement devrait annoncer que l'heure n'est pas de remettre à l'ordre du jour le sujet des retraites.

A travers cette motion, nous réclamons aussi :

- ✓ La gratuité des masques qui représente, pour des retraites et des pensions de réversion, une lourde contrainte financière supplémentaire.
- ✓ Le retour à l'indexation de toutes les pensions sur l'évolution des salaires et une mesure immédiate de revalorisation de toutes les pensions et de rattrapage du pouvoir d'achat perdu. Aucune pension ne doit être inférieure au SMIC.
- ✓ Le maintien et le développement des services publics de proximité.
- ✓ La reconnaissance des retraité.es à leur juste valeur, contributeurs de liens sociaux et d'emplois, bref des citoyens, s'impose en nommant un.e ministre ou un.e secrétaire d'État pour les 17 millions de personnes retraitées.

La Sécu c'est 4 branches : Maladie, Famille, Accidents du travail et maladies professionnelles, Retraite.

La branche « Maladie » couvre 4 aléas de la vie, 4 « risques » : Maladie, Maternité, Invalidité et Décès.

Ajouter une 5ème branche, comme le veut M. Macron, sous prétexte de « perte d'autonomie » alors que les maladies qui peuvent en découler, et concerner chacune ou chacun des citoyens quel que soit son âge, doivent relever des risques couverts par la branche « Maladie » au sein de la sécurité sociale.

Les organisations de retraités des Bouches du Rhône : USR CGT 13, UDR FO 13, SFR-FSU13, Retraités CFTC, l'UNIRS/Solidaires13, FGR-FP, LSR entendent réaffirmer que la vie, la santé, le bien-être ne sont pas des dettes. La protection sociale non plus, c'est juste ce qui nous permet une vie juste et solidaire, pour retrouver ensemble nos jours heureux.

Marseille, le 17 Novembre 2020